

(p. 3442); Chap. 330 : *Amendement de M. Temple tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour l'achat de carburant* (p. 3443, 3444); Chap. 332 : *Amendement de M. Cherrier tendant à réduire de 800 millions les crédits pour munitions de l'armée de l'Air* [17 juin 1949] (p. 3467); Chap. 335 : *Amendement de M. Temple tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour l'entretien des immeubles* (p. 3468); Chap. 904 : *Amendement de M. Temple tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour les services du matériel* (p. 3469); Chap. 905 : *Amendement de M. Bouret tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour achat de matériel des surplus* (p. 3469); Chap. 908 : *Amendement de M. Temple tendant à reprendre les crédits proposés par le Gouvernement pour l'achat de surplus par le Service de santé* (p. 3469, 3470); Chap. 942 : *Amendement de M. Temple tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour les acquisitions immobilières* (p. 3489); Etat B, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 908 : *Demande de rétablissement des crédits pour le Service de santé, présentée par le Gouvernement* [23 juin 1949] (p. 3697); Art. 4 : *Ses observations sur le budget des constructions aéronautiques* (p. 3698, 3699); Etat C, Chap. 334 : *Matériel de série de l'armée de l'Air* (p. 3702); *Amendement de M. Costes tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour ce chapitre* (p. 3707); Chap. 3313 : *Matériel technique non aérien* (p. 3708); Chap. 930 : *Acquisitions immobilières* (p. 3720, 3721); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : Etat A, AIR, Chap. 914 : *Subventions au budget annexe des constructions aéronautiques* [22 juillet 1949] (p. 5018); Chap. 330 : *Carburant* (ibid.). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Ses observations sur l'attitude du Rapporteur de la Commission des finances lors de la discussion du budget de l'Armée*) [17 juin 1949] (p. 3463, 3464). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la réorganisation des sociétés nationales de constructions aéronautiques; Art. 1^{er} ter : *Amendement de Mme Francine Lefebvre tendant à prévoir que la communication aux Commissions de la liste des usines aliénées ne sera pas faite pendant les vacances parlementaires* [28 juin 1949] (p. 3886); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1948; Art. 1^{er}, Etat D, DÉFENSE

NATIONALE, Chap. 327 : *Demande de rétablissement des crédits pour l'entretien du matériel automobile présentée par le Gouvernement* [28 juillet 1949] (p. 5431); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [29 janvier 1950] (p. 747, 748); — d'une proposition de loi relative aux pensions des inscrits maritimes : *Discussion générale* [21 mars 1950] (p. 2235, 2236); Art. 1^{er} : *Application de l'article premier de la loi des maxima* [23 mars 1950] (p. 2298); — d'une proposition de résolution relative aux crédits de l'Education nationale : *Ses explications de vote* [15 juin 1950] (p. 4816, 4817); — du projet de loi instituant une ristourne sur certains carburants agricoles, amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : *Son amendement relatif au mode de calcul de la ristourne* [4 août 1950] (p. 6774); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 5090 : *Amendement de M. Giovani tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour l'exploitation des chemins de fer concédés (Chantiers de la S. N. C. F. à Propriano)* [19 décembre 1950] (p. 9304); AGRICULTURE, Chap. 3300 : *Service de la protection des végétaux (Agriculture en Corse)* [23 décembre 1950] (p. 9583); — du projet de loi relatif à l'exploitation de services maritimes d'intérêt général : *Discussion générale* [22 décembre 1950] (p. 9504, 9505, 9509, 9510); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Giovani tendant à supprimer le troisième alinéa relatif au service avec la Corse* (p. 9514); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Ses observations sur les relations entre la Corse et le continent)* [2 mai 1951] (p. 4410, 4412); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 28 : *Son amendement tendant à ne mentionner que les bulletins imprimés* [28 avril 1951] (p. 4203).

GAY (M. Francisque), Député de la Seine (1^{re} circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre : de la Commission de la presse [27 décembre 1946] (p. 370); de la Commission des affaires écono-

miques [3 décembre 1947] (p. 5451); de la Commission des affaires étrangères [3 décembre 1947] (p. 5451), [26 janvier 1948] (p. 194), [8 novembre 1949] (p. 6002), [17 janvier 1950] (p. 299), [25 janvier 1951] (p. 364).

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur l'interpellation de M. Fernand Grenier relative à la dévolution des biens des entreprises de presse [23 mai 1947] (p. 1761), [20 juin 1947] (p. 2274, 2277, 2278). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1947 (Dépenses civiles), Etat A, JEUNESSE, ARTS ET LETTRES : *Discussion générale* [10 juillet 1947] (p. 2924, 2925). — Pose à M. le Président du Conseil une question relative à l'établissement d'un bilan national des ressources nationales agricoles, industrielles et financières [8 août 1947] (p. 4115). — Intervient dans la discussion du projet de loi concernant les élections municipales : *Discussion générale* [9 août 1947] (p. 4140, 4145, 4176, 4177, 4178); *Explications de vote sur la question de confiance* [11 août 1947] (p. 4232, 4233, 4236); *Demande de réouverture de la discussion générale présentée par M. Demusois* [12 août 1947] (p. 4293). — Participe à la discussion du projet de loi réprimant les manœuvres s'opposant à la collecte et à la distribution des denrées rationnées ; Article unique : *Amdement de M. Charpin prévoyant la suspension des journaux ayant publié des écrits délictueux* [28 août 1947] (p. 4769, 4770). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la composition et la politique générale du Gouvernement [27 novembre 1947] (p. 5175) ; — du projet de loi tendant à la protection du travail ; Art. 1^{er} : *Son rappel au règlement* [29 novembre 1947] (p. 5391) ; — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel contre l'inflation : *Discussion générale* [21 décembre 1947] (p. 6010) ; — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 : *Discussion générale (Ses observations sur les investissements* [22 décembre 1949] (p. 7179) ; du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; COMMISSARIAT AUX AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES : *Discussion générale (Ses observations sur le projet de pool franco-allemand)* [25 juillet 1950] (p. 5926, 5927). — S'excuse de son absence [20 avril 1948]

(p. 2075), [7 décembre 1950] (p. 8783), [10 mai 1951] (p. 4965), [12 mai 1951] (p. 5095). = Obtient des congés [20 avril 1948] (p. 2075), [7 décembre 1950] (p. 8783), [10 mai 1951] (p. 4965), [12 mai 1951] (p. 5095).

GAZIER (M. Albert), député de la Seine (5^e circonscription).

Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil.

(Cabinet BLUM)

du 17 décembre 1946 au 22 janvier 1947.

Ministre de l'Information.

(Cabinet PLEVEN)

du 12 juillet 1950 au 9 mars 1951.

Ministre de l'Information.

(Cabinet QUEUILLE)

du 10 mars au 10 juillet 1951.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 décembre 1946] (p. 101), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34) [17 janvier 1950] (p. 299) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale [11 février 1947] (p. 276), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299). — Est désigné par la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la convention économique européenne et du programme de relèvement européen (application de l'art. 3 de la loi du 25 novembre 1948) [15 mars 1950] (F. n° 527).

Dépôts :

Le 14 janvier 1947, un projet de loi portant création d'un Office français de radiodiffusion, n° 297. — Le 25 février 1947, une proposition de loi tendant à réglementer l'embauchage et le licenciement et à assurer la sécurité de l'emploi, n° 709. — Le 29 mai 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi tendant à déterminer les règles d'indemnisation des bureaux de pla-